

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/N/BEL/38

11 décembre 2003

(03-6542)

Comité des obstacles techniques au commerce

Original: français

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>BELGIQUE</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Les nom et adresse (y compris les numéros de téléphone et de télécopie et les adresses de courrier électronique et de site Web, le cas échéant) de l'organisme ou de l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification doivent être indiqués si cet organisme ou cette autorité est différent de l'organisme susmentionné: SPF Santé publique, Sécurité de la chaîne alimentaire et environnement Direction Générale Animaux, Végétaux et Alimentation Division Denrées alimentaires et autres produits de consommation CAE Quartier Arcades Boulevard Pachéco 19 boîte 5 1010 Bruxelles Tél.: + 32 2 210 48 13 Fax.: + 32 2 210 48 16 E-mail: apf.food@health.fgov.be
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [X], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Denrées alimentaires, compléments alimentaires
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Arrêté ministériel modifiant l'annexe de l'arrêté royal du 29 août 1997 relatif à la fabrication et au commerce de denrées alimentaires composées ou contenant des plantes ou préparations de plantes (24 pages, en Français)
6.	Teneur: L'annexe afférente au présent projet d'arrêté prévoit une modification de l'annexe à l'Arrêté royal du 29 août 1997 relatif à la fabrication et au commerce de denrées alimentaires composées de plantes ou de préparations à base de plantes ou contenant des plantes ou des préparations à base de plantes. Ce projet est basé sur les conseils de la Commission de Conseil relative aux Préparations à base de plantes. Le point 1 de l'annexe afférente au projet prévoit l'interdiction de l'utilisation de quatre plantes dans des denrées alimentaires ou comme denrées alimentaires. Ces plantes contiennent des ingrédients toxiques et sont interdites afin de protéger la santé publique.

	<p>Le point 2 de l'annexe afférente au projet prévoit l'ajout d'un certain nombre de plantes à la liste 3: des plantes à notifier, si présentes sous une forme prédosée. A cet effet, la Commission de Conseil relative aux Préparations à base de plantes a appliqué des critères de sécurité ; dans la plupart des cas, une seule partie de la plante est autorisée et dans d'autres cas une mention obligatoire est prévue, nécessaire pour protéger la santé publique. Ces avertissements doivent être mentionnés au niveau de l'étiquetage des denrées alimentaires.</p> <p>Le point 3 de l'annexe afférente au projet prévoit l'ajout d'un astérisque à une seule plante. En cas d'utilisation de cette plante, le dossier de notification doit mentionner la teneur en substances actives ou en marqueurs.</p> <p>Le point 4 de l'annexe afférente au projet prévoit l'ajout d'observations et/ou de conditions restrictives pour un certain nombre de plantes qui figurent d'ores et déjà sur la liste 3. Concernant ces plantes, le présent projet prévoit une teneur maximale en substances actives ou en marqueurs et des mentions obligatoires, nécessaires pour protéger la santé publique, sont également prévues pour certaines plantes. La fixation de teneurs maximales en substances actives est une règle complémentaire spécifique pouvant être considérée comme celle au point 8 de l'article 2 de la directive 2002/46 du Parlement européen et du Conseil du 10 juin 2002 concernant le <i>rapprochement</i> des législations des Etats membres relatives aux compléments alimentaires. Ces teneurs maximales ont été établies sur la base de considérations de sécurité ou sur la base du fait que des teneurs supérieures provoqueront des caractéristiques thérapeutiques ou prophylactiques.</p> <p>Le point 5 de l'annexe afférente au projet prévoit, sous certaines conditions, le déplacement de trois plantes de la liste 1: Les plantes interdites sont transférées à la liste 3, ou bien une seule partie de la plante est autorisée, ou bien des exigences sont imposées au produit final.</p>
7.	<p>Objectif et justification, y compris la nature des problèmes urgents, le cas échéant: La Belgique estime qu'il est nécessaire de rendre plus stricte la réglementation actuelle relative aux compléments alimentaires à base de plantes et de préparations à base de plantes, afin de pouvoir garantir la sécurité des produits et afin d'éviter la commercialisation de produits ayant des caractéristiques thérapeutiques ou prophylactiques en tant que compléments alimentaires.</p> <p>L'établissement de normes complémentaires au niveau de la législation belge implique une augmentation du nombre de points de contrôle et, par conséquent, de la sécurité des produits.</p>
8.	<p>Documents pertinents: Arrêté Royal du 29 août 1997 relatif à la fabrication et au commerce de denrées alimentaires composées ou contenant des plantes ou préparations de plantes</p>
9.	<p>Date projetée pour l'adoption: Date projetée pour l'entrée en vigueur: }</p>
10.	<p>Date limite pour la présentation des observations: 60 jours</p>
11.	<p>Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse, numéros de téléphone et de télécopie, et adresses de courrier électronique et de site Web, le cas échéant, d'un autre organisme:</p> <p>BELNotif E-mail: paul.caruso@mineco.fgov.be</p>